

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail

Bangui, le 03 FEV 2020

**RAPPORT D'EXECUTION BUDGÉTAIRE DU
QUATRIEME TRIMESTRE 2019**

Le présent rapport fait le point de l'exécution du budget de l'Etat au titre de l'année 2019. Il s'inscrit dans les obligations de la transparence et de redevabilité des autorités financières à l'égard des responsables politico-administratifs, des partenaires techniques et financiers, ainsi que des contribuables.

Il expose et analyse les informations sur les finances publiques en général et revient sur l'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2019, en particulier.

Il est structuré autour des points suivants :

- **Le contexte d'élaboration de la loi de finances rectificative 2019 ;**
- **L'exécution du budget à fin décembre 2019 ;**
- **Les perspectives.**

I. LE CONTEXTE D'ELABORATION DU COLLECTIF BUDGETAIRE 2019

Le Gouvernement a fait adopter par le parlement une Loi de Finances Rectificative au mois de juillet 2019. Cette révision du budget initial 2019 s'impose à cause des faits majeurs suivants :

- la nécessité de prendre en compte la loi de programmation militaire intervenue après l'adoption de la loi de finances initiale pour l'exercice 2019 ;
- la révision à la hausse des crédits alloués pour les élections générales de 2020-2021 ;
- l'évaluation et la prise en compte des besoins réels de fonctionnement des départements ministériels nouvellement créés et des organes mis en place en application de l'accord politique de paix et de réconciliation en Centrafrique du 06 février 2019 ;
- la prise en compte des axes stratégiques issus de la déclaration de Politique Générale du Gouvernement ;
- la révision à la baisse des prévisions des ressources propres au titre de l'année 2019 en lien avec la mobilisation observée.

Le Collectif 2019 avait été élaboré dans un contexte marqué par :

- i) **Au plan international** : Selon les prévisions du Fonds Monétaire International, la croissance mondiale, qui a atteint 3,8% en 2017, devrait progresser de 3,9% tant en 2018 qu'en 2019, grâce à des conditions financières jugées favorables, ainsi que des répercussions bénéfiques intérieures et externes de la politique budgétaire expansionniste aux Etats-Unis. De plus, la croissance du PIB mondial serait portée par une accélération attendue dans les pays émergents et les pays en développement, appariée à une croissance résiliente dans les pays avancés. Toutefois, les conflits et les tensions géopolitiques faisaient peser des risques sur les perspectives économiques de plusieurs régions.
- ii) **Au plan national** : le taux de croissance du PIB serait de 4,5% en 2019 contre 4,3% en 2018, soit une augmentation de 0,2 point de pourcentage, due à la bonne performance des branches de la forêt et des BTP, de l'agriculture, des mines, des transports, du commerce et à une meilleure exécution des projets d'investissements publics dans le cadre du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA). Cette croissance serait accompagnée d'une maîtrise de l'inflation, avec un

taux projeté en 2019 proche de 3% contre 1,7% en 2018. La poursuite de la mise en œuvre des mesures structurantes et innovatrices par l'administration financière permettra de renforcer les moyens de mobilisation des ressources et de renforcer les capacités de dépenses d'investissement de l'Etat.

Les grandes priorités du budget 2019 ainsi que du collectif budgétaire sont les suivantes :

1. le renforcement de la paix et la sécurité ;
2. l'assainissement des finances publiques, la relance et le soutien à l'activité économique ;
3. la politique et bonne gouvernance ; et
4. les affaires sociales et les actions humanitaires.

Le tableau ci-dessous présente les grandes masses du collectif budgétaire 2019.

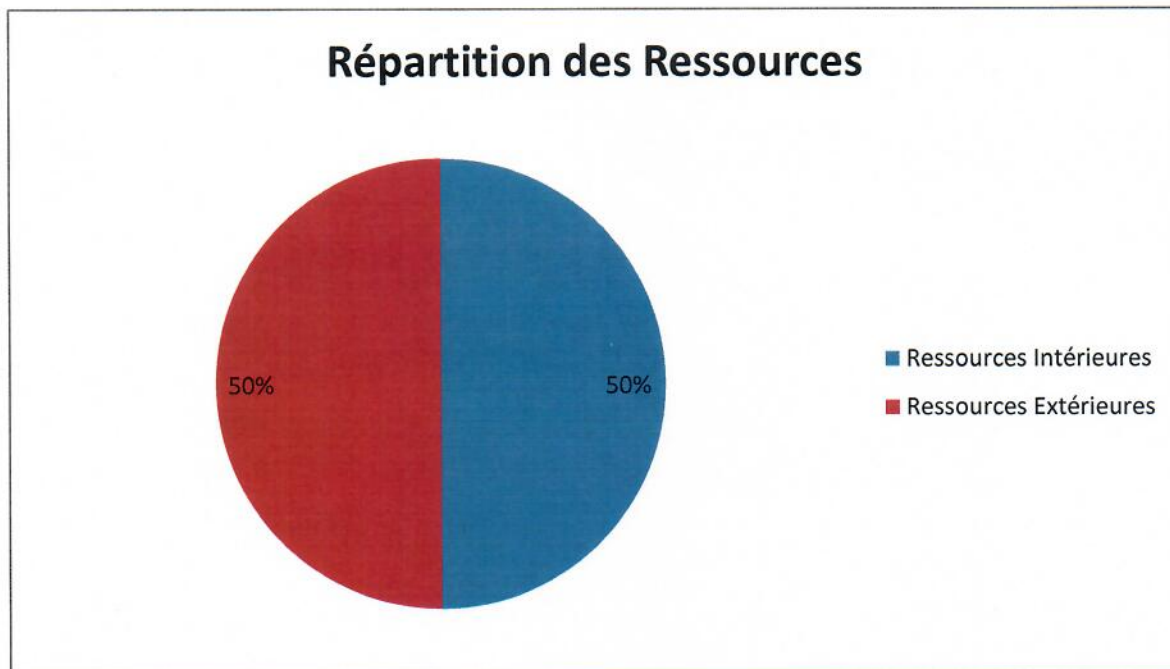
Tableau n°1: Prévisions de grandes masses de la loi de finances rectificative 2019
(en milliards de francs CFA)

Libellés	Montants (en milliers de francs FCFA)
RESSOURCE TOTALES	281 851 456
Ressources Propres	139 926 319
<i>Donanes</i>	56 563 153
<i>Impôts</i>	66 983 747
<i>Trésor</i>	16 379 419
Ressources extérieures	141 925 137
Appuis budgétaires	77 600 000
Appuis projets	64 325 137
<i>Dons projets</i>	58 115 137
<i>Emprunts projets</i>	6 210 000
CHARGES TOTALES	262 494 593
Dépenses primaires	150 847 781
<i>Personnel</i>	63 473 193
<i>Biens et Services</i>	42 268 265
<i>Frais Financiers</i>	6 403 700
<i>Transferts et Subventions</i>	38 702 623
Dépenses d'investissement	93 079 542
<i>Sur ressources propres</i>	28 754 405
<i>Sur ressources extérieures</i>	64 325 137
Dépenses de rembours. De la Dette	18 567 270
Solde budgétaire	19 356 863

Source : LFR 2019

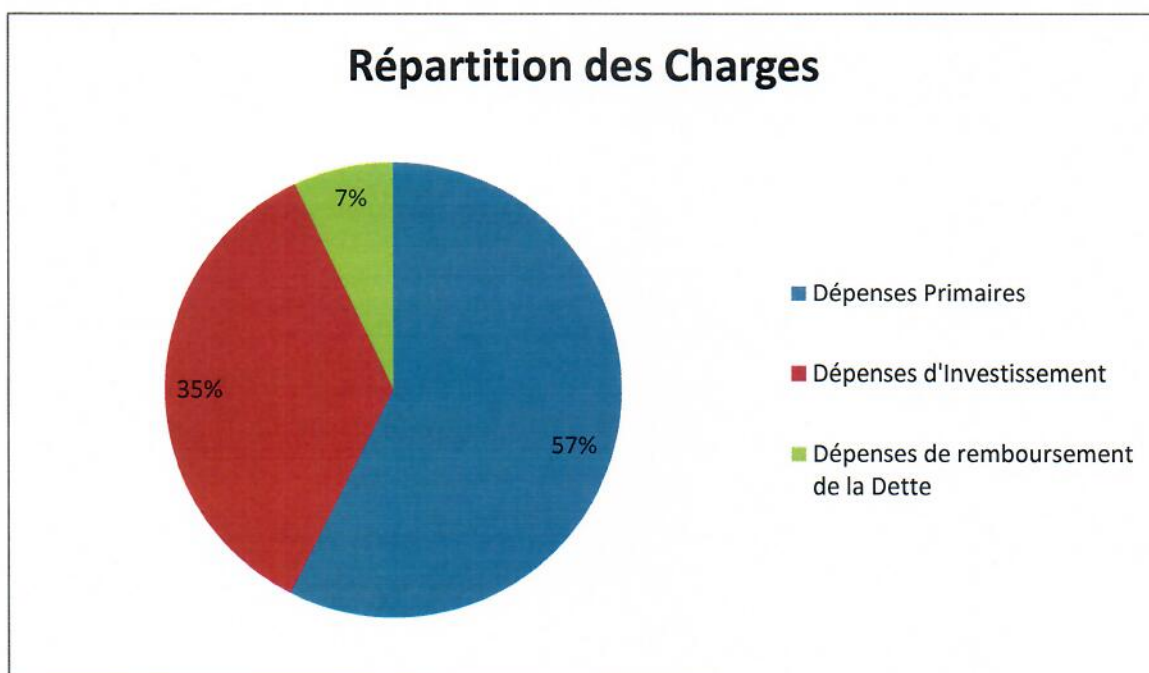
Une analyse des prévisions des ressources fait ressortir pour l'année 2019 une contribution au budget de l'Etat de l'ordre de 50% aussi bien des ressources propres que des ressources extérieures comme l'indique la figure ci-après

Figure 1 : Répartition des ressources



L'analyse des charges au titre de l'année 2019 fait ressortir que les dépenses primaires occupent une grande part, ensuite les dépenses d'investissement et enfin les dépenses de remboursement de la dette comme l'indique la figure ci-dessous.

Figure 2 : Répartition des Charges



II. Exécution du budget à fin décembre 2019

L'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2019 s'est déroulée dans un contexte économique peu favorable marqué par la signature de l'accord politique de paix et de réconciliation du 06 février 2019, la reprise des hostilités dans le Sud-Ouest avec pour conséquence la perturbation des activités. Toutefois, la signature de l'APPR et la mise en place notamment d'un nouveau Gouvernement ont contribué à ramener une relative accalmie.

Le niveau de mobilisation des ressources de l'Etat au 31 décembre 2019 s'est établi à 278,57 milliards de francs CFA pour une prévision de 281,85 Milliards de francs CFA, soit un niveau de réalisation de 98,84% expliqué par une forte mobilisation des ressources intérieures qui représentent 103,64% des prévisions. A la même période en 2018, il a été recouvré 203,95 milliards de francs CFA, ce qui fait ressortir un accroissement de 74,62 milliards de FCFA.

L'exécution des dépenses à fin décembre 2019 s'élève globalement à 222,97 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 262,49 milliards de francs CFA soit un taux d'exécution de 84,94 %.


Les prévisions budgétaires par grandes masses du collectif 2019 sont présentées dans le tableau ci-dessous ainsi que les résultats de l'exécution à fin décembre. 

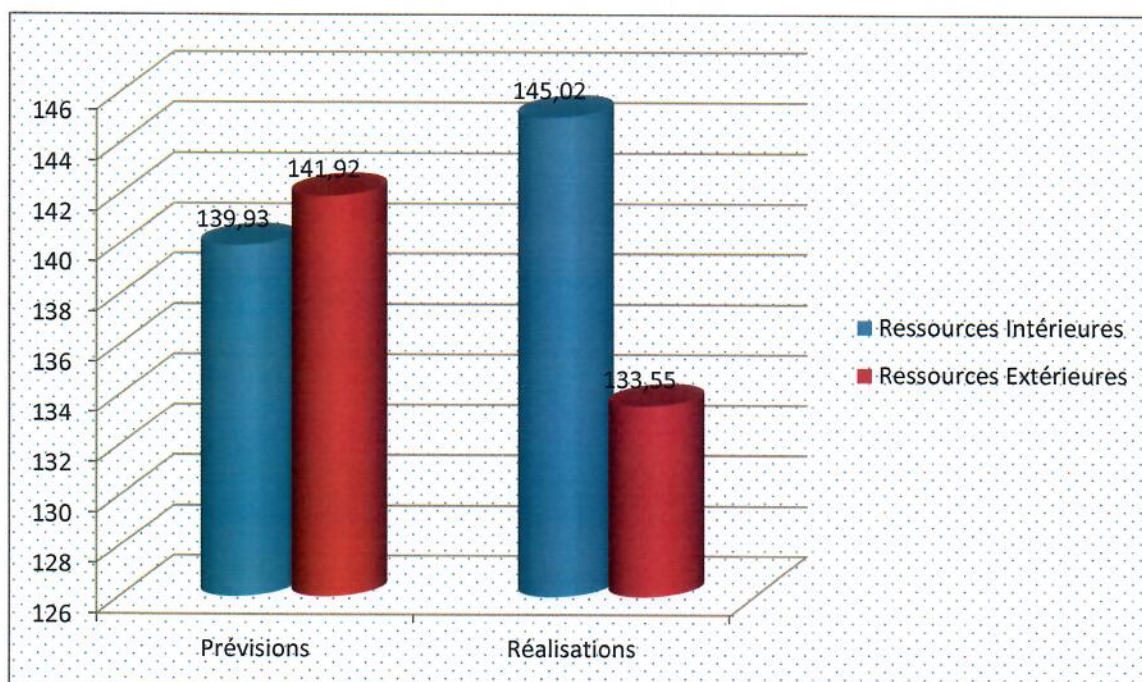
Tableau n° 2 : Prévisions de grandes masses et réalisations des recettes au 31 décembre 2019 (en milliers de francs CFA)

	Total réalisation à fin décembre 2018	Prévision Collectif 2019 [2]	Réalisation au premier semestre 2019 [3]	Réalisation au deuxième semestre 2019 [4]	Total réalisation à fin décembre 2019 [5]=[3]+[4]	Taux de réalisation (en %) [6]=[5]/[2]
RESSOURCES	203 950 705	281 851 456	169 763 043	108 805 374	278 568 417	98,84%
Ressources intérieures	111 299 934	139 926 319	72 454 332	72 567 668	145 022 000	103,64%
Ressources propres	111 299 934	139 926 319	59 310 332	52 804 668	112 115 000	80,12%
Douanes	52 243 230	56 563 153	27 400 797	26 941 203	54 342 000	96,07%
Impôts	55 901 704	66 983 747	30 424 838	19 320 162	49 745 000	74,26%
Trésor	3 155 000	16 379 419	1 484 697	6 543 303	8 028 000	49,01%
Emprunts	-	-	13 144 000	19 763 000	32 907 000	
Emprunts (Bon du Trésor)		-	13 144 000	5 352 000	18 496 000	
Emprunts (FMI et autres)		-		14 411 000	14 411 000	
Ressources extérieures	92 650 771	141 925 137	97 308 711	36 237 706	133 546 417	94,10%
Appuis budgétaires	23 878 000	77 600 000	58 908 000	21 335 000	80 243 000	103,41%
Appuis projets	68 772 771	64 325 137	38 400 711	14 902 706	53 303 417	82,87%
Dons projets	61 333 873	58 115 137	37 928 387	10 522 742	48 451 129	83,37%
Emprunts projets	7 438 898	6 210 000	472 324	4 379 964	4 852 288	78,14%
CHARGES	132 394 933	262 494 593	72 742 591	150 228 741	222 971 332	84,94%
Dépenses primaires	110 929 234	150 847 781	65 880 346	81 650 392	147 530 738	97,80%
Personnel	58 409 643	63 473 193	30 143 171	31 159 338	61 302 509	96,58%
Biens et services	28 044 398	42 268 265	21 706 100	25 395 095	47 101 195	111,43%
Frais financiers	-	6 403 700		221 060	221 060	3,45%
Transferts et subventions	24 475 193	38 702 623	14 031 075	24 874 899	38 905 974	100,53%
Dépenses d'investissement	12 380 207	93 079 542	6 862 245	68 033 383	74 895 628	80,46%
<i>Sur ressources propres</i>		28 754 405	6 862 245	14 729 966	21 592 211	75,09%
<i>Sur ressources extérieures</i>		64 325 137		53 303 417	53 303 417	82,87%
Dépenses de rembours. de la dette	9 085 492	18 567 270		544 966	544 966	2,94%
Dettes intérieures			-	0	-	
Dettes extérieures			-	0	-	
Arriérés payés						
Solde budgétaire global	71 555 772	19 356 863	97 020 452	- 41 423 367	55 597 085	

Sources: DGB, DGTCP, DGDDI, DGID, MEPC (DGPE)

A fin décembre 2019, le niveau de réalisation des ressources internes est supérieur aux prévisions comme le présente la figure ci-après.

Figure 3: Prévisions/ Réalisations des ressources internes et ressources externes



II.1. Situation des ressources mobilisées

L'analyse de cette rubrique est basée essentiellement sur les données fournies par les structures en charge de recouvrement des ressources. Celles-ci concernent l'ensemble des recettes déclarées par le Plan de Trésorerie (PLT à fin décembre 2019) de l'Agent Comptable Central du Trésor, ainsi que les informations fournies par le Ministère de l'économie, du Plan et de la Coopération sur les dons/emprunts programmes et projets.

II.1.1. Ressources intérieures

Les ressources intérieures sont composées des ressources propres et des emprunts notamment les Bons du Trésor :

a) Ressources propres

Les ressources propres mobilisées à fin décembre 2019 sont de l'ordre de 112,11 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 80,12% sur une prévision annuelle de 139,93 milliards de francs CFA. Comparée à la même période pour l'année 2018, la mobilisation des ressources propres connaît une légère hausse de 0,73%.

Le tableau ci-dessous présente la situation des recettes propres mobilisées à fin décembre 2019 :

Tableau n° 3 : Répartition des recettes par structure de recouvrement à fin décembre 2019 (en milliers de francs CFA)

	Total réalisation à fin décembre 2018	Prévision du collectif 2019	Total réalisation au 1er Semestre 2019	Total réalisation au 2ème Semestre 2019	Total réalisation à fin décembre 2019	Taux de réalisation à fin décembre 2019
Douanes	52 243 230	56 563 153	26 896 567	27 445 433	54 342 000	96,07%
Impôts	55 901 701	66 983 747	31 784 098	17 960 902	49 745 000	74,26%
Trésor	3 155 000	16 379 419	1 484 997	6 543 003	8 028 000	49,01%
Total	111 299 931	139 926 319	60 165 662	51 949 338	112 115 000	80,12%

Sources: PLT à fin décembre 2019

La situation par régie se présente de la manière suivante :

➤ **La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)**

A fin décembre 2019, les recettes mobilisées par la DGDDI se chiffrent à 54,34 milliards de francs CFA pour une prévision de 56,5 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 96,07%. Alors qu'à la même période en 2018, la DGDDI a mobilisé 52,2 milliards de francs CFA. Il en résulte que le niveau de recouvrement de cette structure a progressé de 4,1% par rapport à l'année 2018.

Les réalisations en matière de mobilisation des recettes de la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects sont retracées dans le tableau suivant :

Tableau n° 4 : Répartition des recettes par nature réalisées par la DGDDI (en milliers de FCFA).

	Total réalisation à fin décembre 2018	Prévision du collectif 2019	Total réalisation au 1er Semestre 2019	Total réalisation au 2ème Semestre 2019	Total réalisation à fin décembre 2019	Taux de réalisation à fin décembre 2019
Recettes fiscales	44 817 798	46 149 006	21 080 619	24 350 124	43 495 840	94,25%
Droits de sorties	940 111	1 309 491	471 436	515 829	945 217	72,18%
Amendes et pénalités	494 855	487 044	273 782	242 701	494 486	101,53%
Recettes affectées	4 971 123	7 219 036	4 392 313	4 080 675	8 112 122	112,37%
Autres recettes	1 019 347	1 398 576	678 417	673 496	1 294 335	92,55%
Total	52 243 234	56 563 153	26 896 567	29 862 825	54 342 000	96,07%

Source : PLT à fin décembre 2019

La mobilisation des recettes de la DGDDI a été influencée en partie par la mise en œuvre des dispositions de la Loi de Finances relatives aux droits d'accises et des taxes additionnelles sur le vin, liqueur et cigarette.

Afin d'intensifier la mobilisation des recettes douanières, la DGDDI compte poursuivre la mise en œuvre des actions contenues dans son plan d'action, notamment:

- Le renforcement des capacités des agents de la Douane ;
- Le renforcement de la chaîne de dédouanement ;
- La maîtrise des flux d'importation et d'exportation des marchandises ;
- La lutte contre la fraude.

➤ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

Au cours de la période allant de janvier à décembre 2019, la DGID a recouvré un montant de 49,74 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 66,98 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 74,26%. Ce résultat est en baisse de 11,09% par rapport aux réalisations de la même période en 2018.

Le tableau suivant met en exergue le niveau de performance réalisée par la DGID à fin décembre 2019 :

Tableau n° 5 : Situation des recettes de la DGID à fin décembre 2019 (en milliers de FCFA).

	Total réalisation à fin décembre 2018	Prévision du collectif 2019	Total réalisation au 1er Semestre 2019	Total réalisation au 2ème Semestre 2019	Total réalisation à fin décembre 2019	Taux de réalisation à fin décembre 2019
Recettes fiscales	47 099 347	58 074 780	27 920 664	25 152 489	42 281 899	72,81%
Recettes non fiscales	6 169 425	7 248 829	3 325 098	2 229 242	4 424 987	61,04%
Recettes sur exercices antérieurs	1 576 361	559 965	227 477	368 984	475 184	84,86%
Produits divers et exceptionnels	1 056 571	1 100 173	310 859	2 906 186	2 562 930	232,96%
Total	55 901 704	66 983 747	31 784 098	30 656 901	49 745 000	74,26%

Source : PLT à fin décembre 2019

➤ La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Au 31 décembre 2019, la mobilisation des recettes de la DGTCP donne un montant de 8,03 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 16,38 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 49,01% des prévisions.

b) Les emprunts

A fin décembre 2019, le montant des emprunts se chiffre à hauteur de 32,91 milliards de francs CFA constitués des Bons du Trésor (18,5 milliards de FCFA) ainsi que les Droits de Tirages Spéciaux (DTS) du FMI (14,41 milliards de FCFA).

II.1.2 Financement extérieur

A fin décembre 2019, la mobilisation de ressources extérieures se chiffre à hauteur de 133,55 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 141,92 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 94,1%. Ce montant est constitué des Appuis budgétaires (80,24 milliards de francs CFA) et des Appuis projets (53,3 milliards de francs CFA).

II.2 SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

A fin décembre 2019 l'exécution des dépenses publiques a été réalisée dans un contexte marqué par la mise en place d'un Gouvernement inclusif suite à l'accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine signé à Bangui le 06 février 2019, la déclaration de Politique Générale du Premier Ministre, Chef du Gouvernement en date du 29 avril 2019, la mise en œuvre progressive du principe de la délégation de la fonction de l'Ordonnateur Principal du Budget détenu à ce jour par le Ministre des Finances au profit des responsables sectoriels, le développement des nouveaux outils de gestion des finances publiques tels que le Cadre Sectoriel des Dépenses à Moyen Terme (CSDMT), la prise en compte des effets financiers des modifications du cadre institutionnel intervenu dans certains départements ministériels.


La partie suivante fait le point de l'exécution du budget de l'Etat en dépenses, base engagement au 31 décembre 2019, à partir des données de l'applicatif de gestion des dépenses publiques « GESCO ».

II.2.1 Analyse de l'exécution du budget de l'Etat par nature

A fin décembre 2019 le niveau de l'exécution du budget de l'Etat base engagement se chiffre à 222,97 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de charges de 262,49 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 84,94 %.

Par rapport à la même période en 2018, les dépenses ont été exécutées base engagement à hauteur de 132,40 milliards de FCFA. Il en ressort pour 2019, une augmentation en valeur de l'ordre de 90,57 milliards de FCFA.

Cette augmentation est justifiée par la prise en charge des départements nouvellement créés en lien avec l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en RCA du 06 février 2019 ainsi que les nominations y relatives à la Présidence de la République, à la Primature et auprès de certaines Institutions de la Républiques.

Comparées à la même période en 2018, les dépenses d'investissement sur ressources propres à fin décembre 2019, ont enregistré une augmentation passant de 12,38 milliards de FCFA un an plutôt à 21,59 milliards FCFA, soit une augmentation de 74,39%. 

La synthèse de l'exécution des dépenses au 31 décembre 2019 est consignée dans le tableau ci-après.

Tableau n° 6 : Situation de l'exécution des dépenses par titre budgétaire (en milliers de francs CFA)

	Total réalisation à fin décembre 2018 [1]	Prévision Collectif 2019 [2]	Réalisation au premier semestre 2019 [3]	Réalisation au deuxième semestre 2019 [4]	Total réalisation à fin décembre 2019 [5]=[3]+[4]	Taux de réalisation (en %) [6]=[5]/[2]
CHARGES	132 394 933	262 494 593	72 742 591	150 228 741	222 971 332	84,94%
Dépenses primaires	110 929 234	150 847 781	65 880 346	81 650 392	147 530 738	97,80%
Personnel	58 409 643	63 473 193	30 143 171	31 159 338	61 302 509	96,58%
Biens et services	28 044 398	42 268 265	21 706 100	25 395 095	47 101 195	111,43%
Frais financiers	-	6 403 700		221 060	221 060	3,45%
Transferts et subventions	24 475 193	38 702 623	14 031 075	24 874 899	38 905 974	100,53%
Dépenses d'investissement	12 380 207	93 079 542	6 862 245	68 033 383	74 895 628	80,46%
<i>Sur ressources propres</i>		28 754 405	6 862 245	14 729 966	21 592 211	75,09%
<i>Sur ressources extérieures</i>		64 325 137		53 303 417	53 303 417	82,87%
Dépenses de rembours. de la dette	9 085 492	18 567 270		544 966	544 966	2,94%
Dettes intérieures			-	0	-	
Dettes extérieures			-	0	-	
Arriérés payés						
Solde budgétaire global	71 555 772	19 356 863	97 020 452	- 41 423 367	55 597 085	

Source : DGB (GES'CO)

a) Dépenses primaires

A fin décembre 2019, le montant des dépenses courantes exécutées base engagement se chiffre à 147,53 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 150,85 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 97,80 %.

i) Dépenses du personnel

Les dépenses de personnel à fin décembre 2019 affiche un niveau d'exécution base engagement de l'ordre de 61,3 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 96,58 % contre 96,37% à la même période en 2018, pour un montant de 58,41 milliards de francs CFA.

Comparativement en 2018, on constate une légère augmentation de la charge du personnel. Cette augmentation se justifie par la prise en charge de certaines personnalités politiques

nommées dans le cadre de la mise en œuvre à la Présidence de l'Accord Politique de Paix et de la Réconciliation en République Centrafricaine du 06 février 2019.

ii) Dépenses des biens et services

Au 31 décembre 2019, le montant engagé des dépenses des biens et services s'élève à 47,1 milliards de FCFA, sur une dotation de 42,27 milliards de FCFA soit un taux d'engagement de 111,43% contre 98,29% à la même période en 2018.

Toutefois, la prise en compte des besoins de fonctionnement des départements ministériels nouvellement créés et d'autres organes mis en place en application de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation (APPR) en Centrafrique du 06 février 2019 a aussi contribué à la dégradation du taux d'exécution des biens et services qui est de l'ordre de 111%. Ce dépassement se justifie par la prise en compte des besoins urgents pour la mise en place de certains organes de suivi tels que le Comité de Suivi de l'APPR, les Unités Spéciales Mixtes de Sécurité (USMS)...


Comparativement au niveau d'engagement à fin décembre 2018, le montant des dépenses des biens et services engagé à fin décembre 2019 a enregistré une hausse de 19,06 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'accroissement de 67,97 %.

Cette hausse est due à l'intérêt croissant des fournisseurs à exécuter les commandes de l'Etat, suite aux différentes mesures prises par le Gouvernement pour réduire le stock des arriérés intérieurs et pour apurer le niveau des dettes commerciales intérieures.

Par ailleurs, il y a lieu de souligner que la mise en œuvre des différentes réformes prévues dans les nouveaux textes, encadrant la gestion des finances en République Centrafricaine a également permis l'amélioration du niveau d'exécution des dépenses de l'Etat. Il s'agit plus particulièrement de :

- la mise en œuvre progressive de la délégation de la fonction d'ordonnateur par la dévolution des phases d'engagement et de liquidation des dépenses aux ministères sectoriels ;
- la nomination des contrôleurs financiers auprès des ministères sectoriels bénéficiaires de la délégation progressive de la fonction d'ordonnateur;
- la création d'une plate-forme de saisie des engagements et des liquidations, dédiée aux ministères sectoriels concernés ;
- le développement des nouveaux outils de gestion des finances publiques, en occurrence les plans d'engagement, de passation des marchés et de trésorerie.

iii) Dépenses de transferts et de subventions

Au 31 décembre 2019, le montant des dépenses de transferts et subventions exécutées se chiffre à 38,9 milliards de FCFA, sur une dotation annuelle de 38,7 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 100,53% contre 97,67% en 2018. 

Comparativement à la même période en 2018, le montant des dépenses de transferts et subventions a enregistré une augmentation de 14,23 milliards de FCFA, soit un taux d'augmentation de 58,15%.

Cette hausse est liée à la prise en charge des diverses subventions accordées par l'Etat aux autres unités administratives, aux organes de suivi de l'APPR, aux paiements réguliers des pensions et bourses et à la fréquence régulière des évacuations sanitaires ainsi que la prise en charge des contributions aux institutions sous régionales et internationales.

b) Dépenses d'investissement

A fin décembre 2019, le montant global engagé des dépenses d'investissement sur ressources propres s'élève à 21, 59 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 28,75 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 75,09%.

Comparativement à la même période en 2018 dont le montant était de 12,38 milliards de FCFA, il est constaté une nette amélioration de 9,21 milliards de FCFA.

Cette augmentation du taux d'exécution durant la période sous-revue se résume aux raisons suivantes :

- la maîtrise des procédures d'exécution des dépenses par les gestionnaires de crédits ;
- la déconcentration de la fonction du Contrôleur Financier ;
- l'approbation à temps des plans prévisionnels de passation de marchés des institutions de la République et des départements sectoriels.

c) Dépenses de remboursement de la dette

Le montant de la prévision pour le remboursement de la dette au titre du collectif budgétaire de l'année 2019 s'élève globalement à 18,57 milliards de FCFA.

A fin décembre 2019, seulement 0,54 milliard de FCFA a été régularisé par la Direction Générale du Budget au titre de remboursement de la dette, soit un taux d'exécution de 2,94%.

En effet, les dépenses de remboursement de la dette sont des dépenses payées sans ordonnancements préalables. Leur règlement se fait soit par débit d'office ou à travers l'échéancier de la dette. Les opérations de régularisation, par la Direction Générale du Budget s'effectuent sur la base des documents qui lui sont transmis par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Le niveau élevé du solde budgétaire provisoire (55,56 milliards de FCFA) résulte du retard enregistré dans la transmission des documents à la DGB.

II.2.2 - Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement (OP) hors salaires et dette

A fin décembre 2019, le cumul des dépenses exécutées en procédures exceptionnelles hors salaires et dette affiche un montant global de 6,99 milliards de francs CFA.

Le montant des dépenses régularisées s'élève à 1,58 milliards soit un gap de 5,41 milliards à régulariser. Ce qui correspond à 5% des dépenses exécutées hors salaires et remboursement de la dette.

Tableau n°7: Dépenses exécutées en procédure exceptionnelle (OP) hors salaires et dette (en milliers de FCFA)

Nature des dépenses	Prévision Collectif 2019	Exécution OP au 1er Semestre 2019	Exécution OP au 2e Semestre 2019	Cumul à fin décembre 2019	Montant des dépenses régularisées à fin décembre 2019	Reste à régulariser à fin décembre 2019	Montant des dépenses exécutées à fin décembre 2019 hors salaires et dette
Biens et services	42 268 265	2 796 129	3 173 653	5 969 782	1 576 163	4 393 619	47 101 195
Frais financiers	6 403 700						221 060
Intervention	38 702 623	531 564	488 917	1 020 481		1 020 481	38 905 974
Investissement	28 754 405						21 592 211
Remboursement de la dette	18 567 270						
Total	134 696 263	3 327 693	3 662 570	6 990 263	1 576 163	5 414 100	107 820 440

Source : DGB (GES' Co)

II.2.3 Les dépenses sociales hors traitements et salaires

L'exécution des dépenses au profit des secteurs sociaux hors traitements et salaires en 2019 affiche un montant de réalisation de 43,74 milliards de francs CFA pour une prévision annuelle de 58,51 milliards de FCFA soit un taux de réalisation de 74,76%.

Les taux d'exécution des dépenses du fonctionnement, d'intervention et d'investissement se chiffrent respectivement à 94,12%, 68,07%, et 69,48%.


Comparativement aux années précédentes, on constate une nette amélioration de l'exécution des dépenses d'investissement. Cela s'explique notamment par l'engouement de certains partenaires techniques et financiers, qui ont mobilisé beaucoup plus de ressources qu'initialement prévues au profit du ministère des affaires sociales ainsi que le ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant, et aussi grâce à la délégation des fonctions d'engagement et de liquidation au profit de ces départements à travers la nomination des Contrôleurs Financiers auprès de ceux-ci. 

Tableau n° 8 : Récapitulatif des dépenses au profit des secteurs sociaux hors traitements et salaires (en milliers de francs CFA)

	Dotation Collectif 2019	Total dépenses engagées au 1er Semestre 2019	Total dépenses engagées au 2e Semestre 2019	Cumul dépenses engagées à fin décembre 2019	Taux d'exécution à fin décembre 2019
Education	13 750 791	4 913 686	5 241 954	10 155 640	73,85%
Titre II: Fonctionnement	6 795 050	3 174 738	3 422 762	6 597 500	97,09%
Titre IV: Intervention	3 370 000	1 310 994	696 576	2 007 570	59,57%
Titre V: Investissement	3 585 741	427 954	1 122 616	1 550 570	43,24%
<i>Sur ressources propres</i>	1 525 741	324 605	780 789	1 105 394	
<i>Sur ressources extérieures</i>	2 060 000	103 349	341 827	445 176	
Santé	18 202 973	3 841 181	6 813 567	10 654 748	58,53%
Titre II: Fonctionnement	5 633 908	2 627 201	2 328 480	4 955 681	87,96%
Titre IV: Intervention	1 637 000	870 562	549 438	1 420 000	86,74%
Titre V: Investissement	10 932 065	343 418	3 935 649	4 279 067	39,14%
<i>Sur ressources propres</i>	904 699	303 539	519 710	823 249	
<i>Sur ressources extérieures</i>	10 027 366	39 879	3 415 939	3 455 818	
Affaires Sociales	6 174 338	3 959 447	3 283 715	7 243 162	117,31%
Titre II: Fonctionnement	131 000	76 272	10 829	87 101	66,49%
Titre IV: Intervention	1 170 560	214 311	932 370	1 146 681	97,96%
Titre V: Investissement	4 872 778	3 668 864	2 340 516	6 009 380	123,33%
<i>Sur ressources propres</i>	72 500	57 482	14 994	72 476	
<i>Sur ressources extérieures</i>	4 800 278	3 611 382	2 325 522	5 936 904	
Promotion de la Femme	1 419 270	3 948 924	774 893	4 723 817	332,83%
Titre II: Fonctionnement	139 750	54 555	44 016	98 571	70,53%
Titre IV: Intervention	35 000		-		0,00%
Titre V: Investissement	1 244 520	3 894 369	730 877	4 625 246	371,65%
<i>Sur ressources propres</i>	89 606	718 453	- 189 046	529 407	
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 154 914	3 175 916	919 923	4 095 839	
Développement Rural	7 752 836	1 015 377	3 499 158	4 514 535	58,23%
Titre II: Fonctionnement	277 725	135 117	323 296	458 413	165,06%
Titre IV: Intervention	1 290 000	255 320	330 400	585 720	45,40%
Titre V: Investissement	6 185 111	624 940	2 845 462	3 470 402	56,11%
<i>Sur ressources propres</i>	1 522 214	173 567	692 627	866 194	
<i>Sur ressources extérieures</i>	4 662 897	451 373	2 152 835	2 604 208	
Energie	10 387 410	1 088 122	4 629 978	5 718 100	55,05%
Titre II: Fonctionnement	20 550	12 715	4 712	17 427	84,80%
Titre IV: Intervention	1 376 683	145 500	644 062	789 562	57,35%
Titre V: Investissement	8 990 177	929 907	3 981 204	4 911 111	54,63%
<i>Sur ressources propres</i>	492 538	79 954	401 425	481 379	
<i>Sur ressources extérieures</i>	8 497 639	849 953	3 579 779	4 429 732	
PME-PMI	279 309	145 528	108 363	253 891	90,90%

Titre II: Fonctionnement	26 450	18 696	5 750	24 446	92,42%
Titre IV: Intervention	155 000	75 000	75 000	150 000	96,77%
Titre V: Investissement	97 859	51 832	27 613	79 445	81,18%
<i>Sur ressources propres</i>	97 859	51 832	27 613	79 445	
<i>Sur ressources extérieures</i>			-		
Elevage et Santé Animale	545 782	-	480 319	480 319	88,01%
Titre II: Fonctionnement	55 095		70 713	70 713	128,35%
Titre IV: Intervention	395 858		320 000	320 000	80,84%
Titre V: Investissement	94 829		89 606	89 606	94,49%
<i>Sur ressources propres</i>	94 829		89 606	89 606	
<i>Sur ressources extérieures</i>			-		
Total Fonctionnement	13 079 528	6 080 598	6 204 808	12 309 852	94,12%
Total Intervention	9 430 101	2 796 687	3 472 846	6 419 533	68,07%
Total Investissement	36 003 080	9 889 452	15 045 930	25 014 827	69,48%
TOTAL GENERAL	58 512 709	18 766 737	24 723 584	43 744 212	74,76%

Source : DGB et DGPE

III. Les Perspectives

Tout en poursuivant le processus de rétablissement des fondamentaux de la Gestion des Finances Publiques (GFP), le pays s'est doté en 2018 d'un nouveau cadre juridique conforme aux directives du cadre harmonisé de GFP en zone CEMAC. Quelques réformes induites par ce cadre juridique ont commencé à être expérimentées notamment : la déconcentration de l'engagement, la délocalisation des contrôleurs financiers dans les départements prioritaires, la rationalisation de la gestion des taxes parafiscales, la nomination des agents comptables dans les agences, l'élaboration des plans de passation des marchés et des plans d'engagement, le renforcement du dispositif du Compte Unique du Trésor (CUT), le développement en cours d'un nouveau Système d'information intégrée de GFP (Sim_ba), la préparation des outils de programmation budgétaire (CBMT, CDMT) et du budget de programme.

En dépit de ces avancées, la crédibilité du budget de l'Etat reste affectée par les faiblesses suivantes :

- ✓ le processus de maturation, de programmation et de budgétisation des projets reste très limité ;
- ✓ le processus de modernisation du circuit de la dépense, entamé depuis près de deux ans, recèle encore d'importantes marges de progrès ;
- ✓ la trésorerie de l'Etat n'est pas encore gérée de manière optimale ;
- ✓ la culture de gestion de risques budgétaires n'est pas encore ancrée dans la démarche budgétaire.

Afin de remédier à ces faiblesses mentionnées ci-haut, quelques pistes d'actions semblent être importantes pour les périodes à venir notamment :

- ✓ Refonder la fonction macro budgétaire ;
- ✓ Accélérer la rationalisation de la chaîne de la dépense ;

- ✓ Améliorer la budgétisation et l'exécution de la masse salariale ;
- ✓ Instituer un suivi systématique et transparent des risques budgétaires.




Alexis GUENENGAFO
Directeur Général du Budget